

La voie de la LIBERTE

.....
"l'éternelle vigilance est le prix de la LIBERTE"
.....

L'engagement Ethique fondamental du troisième millénaire a été lancé: l'asservissement des formes de Vie dites: "inférieures" au bénéfice unique de l'humanité.

La France se dirigeait vers le pire, la chambre de commerce et d'industrie de la manche ouvrait une section dont le nom était symbolique: "les industries du vivant", terme odieux traduisant cet abandon de tout respect pour des formes de Vies différentes.

Quel respect doit-on a des formes de Vie dites: "inférieures", le gouvernement anglais et particulièrement son ministre de l'agriculture ont eu le courage de communiquer les résultats des recherches montrant les dangers de l'irrespect institutionnalisé d'une forme de Vie, et nous les en remercions.

Le prima-prima-sentiment est construit sur l'air et l'inspiration de l'enfant qui naît. Inspiration qui permet au bébé de déplier ses poumons, comme d'autres espèces animales.

La source du prima-tertio-sentiment est l'alimentation qui permet la construction du sentiment d'attachement de l'enfant à sa mère.

En France chaque année sont abattus un milliard d'animaux pour nourrir la population, un milliard d'animaux abattus et souvent dans des souffrances horribles.

Chaque forme de Vie filtre d'autres formes de Vie, chaque forme de Vie est dépositaire d'autres formes de Vie, nous imposant des Devoirs vis-à-vis des formes de Vie que nous asservissons à notre développement.

La revendication identitaire permet de sortir de l'anthropophagie (tu ne me mangeras parce que tu me ressembles) mais impose immédiatement l'exclusion (tu le mangeras car il n'est pas comme nous).

Si ma forme d'existence, me donnant la conscience d'être, était celle d'un petit lapin, quelle Vie aurais-je souhaité?

Celle d'un petit lapin qui court pendant deux ou trois ans la campagne et meurt tristement sous le feu d'un chasseur ou celle d'un lapin né dans un clapier industriel, vivant trois semaines sur un sol grillagé, et envoyé à l'abattoir immédiatement.

Julien 12 ans, me dit "si j'ouvre la cage dans la campagne, il ne retourne pas dedans", mettant en exergue notre engagement: aider à un Passage propre.

La crise de la "vache folle" a mis à jour les deux pôles du raisonnement Opératif. Les Etats Unis d'Amérique ont choisi de diminuer le nombre d'individu subissant en augmentant la masse des animaux; la Suède a adopté une législation garantissant les conditions de Vie des animaux d'élevages.

La crise de la "vache folle" ne pourra se résoudre que sur l'adoption d'une législation de type Suédoise au niveau européen. Législation qui permettra en même temps de résoudre sur une base "morale" le conflit avec les Etats Unis d'Amérique sur l'importation de la viande hormonée.

Le concept de l'alimentation végétarienne est construit sur une vision anthropomorphique de la souffrance, projetant notre ressenti dans celui animal, ressenti de la souffrance commun aux différentes formes de Vie.

L'adhésion des groupes qui défendent les droits des animaux ainsi que l'adhésion des consommateurs, ne pourra se faire que par l'adoption de marques de respect pour la Vie sous toutes ses formes. Formes de Vie que nous ne pouvons accepter à être réduites à un bilan purement financier avec des abattages rituels pour conjurer des peurs collectives.

Le problème de la "vache folle" a mis en lumière le peu de respect de certains "paysans" pour les animaux, transformant les herbivores en carnassiers et même sûrement en anthropophage. Le sommet dans le "difficilement acceptable" a été atteint par certaines usines utilisant du déchet humain tel le plasma d'accouchements.

Respect de toutes formes de Vie, respect de ses enfants sont des choses intimement liées.

Le président de la "république a gracié un homme, non pour son age, non pour un doute, mais uniquement par "intérêt" d'état. Intérêt pour un narco-roi, qui rançonne l'Europe sur sa jeunesse.

Suite logique à celle de la création de la police de l'air et des frontières au lendemain de la mort du général de Gaulle, et à la veille de celle du président pompidou. Création sous couvert du "réalisme politique" donnant mission de surveillance des zones aéroportuaires à un corps spécialisé. Création qui n'eut pour résultats que de désorganiser les enquêtes de lutttes contre le trafic des stupéfiants et de prémunir les corps constitués contre un nouveau mai 68, transformant notre jeunesse en "junkies" pour préserver l'étatisme.

Erreur ou volonté politique? La volonté affichée n'a en réalité que volonté d'effets secondaires.

Le génocide de notre jeunesse avec son cortège du Sida encouragé et organisé par les corps constitués est le tchernobyl de notre Nation, au même titre que l'amiante est notre mer d'Aral.

"Le plus grand outrage que l'on puisse faire à la vérité est de la connaître et, en même temps, de l'abandonner et de l'oublier" Bossuet

Les magistrats français ainsi que les corps constitués de la vie judiciaire ont reconnu le général de Gaulle en 1944 car ils leur permettaient d'échapper aux tribunaux militaires américains pour leur collaboration massive.

Le général de Gaulle laissait porté grief artificiel sur la collaboration des Entreprises.

Les chefs d'Entreprises qui ont quitté la France se sont vu reproché d'avoir abandonné les ouvriers; les chefs d'Entreprise qui ont continué à produire ont été mis en cause pour collaboration.

Et pourtant, aucun compte n'a été réclamé à ceux qui ont "confisqué" en "état de droit" les biens de nos concitoyens juifs.

Aucun compte n'a été réclamé à ceux qui vendaient aux enchères les biens des résistants.

Aucun compte n'a été réclamé aux premiers magistrats des villes qui dressaient liste des réquisitions.

Aucun compte à ceux qui ont fait congrès le 30 janvier 1944 au Gaumont palace à Paris au titre de membres du parti nazi.

Pourquoi ne pas diffusé les films cinématographiques tournés ce jour-là? L'étatisme français et ses corps constitués auraient-ils peur? Que l'ignoble vérité soit enfin à jour.

Combien de notaires, d'huissiers ont bénéficié des confiscations des biens de ceux qui sont partis pour ne jamais revenir?

Hier, le Peuple de France résistait, l'étatisme collaborait.

Aujourd'hui, les mêmes corps constitués se sont de nouveau appropriés l'état et les moyens d'expression; non plus par une domination physique mais plus sophistiquée en "état de droit", économique, au quotidien.

L'exécution des opposants politiques ne se fait plus par une balle dans la nuque, mais administrative, en "état de droit", déstructurant les individus. Le non-respect des conventions communicationnelles permet de rendre opaque les responsabilités et les droits de chacun. D'erreurs en oublis, de faux et d'impunité, le meurtre administratif est exécuté, amenant celui qui s'oppose au suicide ou à la folie.

"Il m'a demandé si j'avais peur des morts, j'ai dit que j'avais seulement peur des vivants" Okounev

Meurtres exécutés froidement, consciemment, de façon calculée, en premier lieu par les magistrats français dont l'impunité est garantie par les politiques, politiques dont l'impunité est garantie par les magistrats français.

Le jeu est de privilégié une "justice" qui s'appuie en premier lieu sur une interprétation plutôt que sur les faits, considérant que ceux-ci ne sont que des éléments subjectifs qui doivent être interprétés selon les besoins de la "justice".

Le refus des faits est la base de tout pouvoir spéculatif, qui utilise l'hermétisme du langage pour justifier l'injustifiable et surtout maintenir son impunité.

C'est un axe sur lequel restent fermes les adhérents au raisonnement Opératif. Ils ont toujours préféré reconnaître ceux qui revendiquaient clairement leur injustifiabilité, telles les monarchies, à ceux qui prétendent défendre la masse et s'organisent pour se soustraire à la Loi commune.

Manoeuvre entraînant le Peuple dans un marécage intellectuel qui bien souvent le détruit.

La possibilité de Vivre dans une lisibilité claire permet au individu de pouvoir construire leur Vie, de pouvoir Entreprendre.

L'acceptation du "coupable" ou "non-coupable" est la première démarche de la prise de responsabilité individuelle. Si le respect de la procédure est extrêmement sanctionné pour l'autorité publique, c'est la justification de l'autorité qui est en cause. Aucune autorité ne peut prétendre imposer sa Loi, si elle-même ne la respecte pas, et ses représentants doivent en être les premiers respectueux.

Le protestantisme (introduction du concept musulman de l'interdiction de représentation à forme humaine) avec l'interdiction de la pierre taillée et des représentations excessives à remis en cause doucement, au fur et à mesure des siècles, la justification des pouvoirs monarchiques ou religieux dans les pays chrétiens.

Si "Paris vaut bien une messe" la révocation de l'Edit de Nantes a imposé la Révolution française.

Bonaparte a cru pouvoir s'offrir la double légitimité, divine et du Peuple. En introduisant dans le code pénal de 1810, l'article qui punissait de la prison la réunion de plusieurs ouvriers en vue de la grève, il a imposé sa chute.

Suite aux négociations avec Carl Otto Morner, Bernadotte, Jean se rendait en Suède et il ne revint qu'avec les Alliés pour briser l'usurpateur.

La crise économique d'aujourd'hui qui va s'accélération n'est que la conséquence de la mise à jour par la chute du mur de Berlin de la faillite morale de nos institutions et en premier lieu de ceux qui prétendent s'arroger le droit de nous juger.

Dans un marécage intellectuel, par la perte des référents du bien et du mal, par la confusion entretenue entre la gestion privée et la gestion publique, par des antagonismes d'apparences permettant de légaliser le pillage des Entreprises, une caste d'"élite" fruit des écoles de l'étatisme.s'est approprié les grands leviers de l'économie et s'engage aujourd'hui avec dessein vers les PME et PMI.

Cette caste après s'être soustrait de la Loi commune par un jeu de règles de droit, se soustrait aux règles de l'économie en utilisant l'état.

Notre inquiétude va grandissante, l'étatisme français en modifiant la politique du général de Gaulle, déplaçant son concept du "soutien critique à Israël" au "soutien critique à des pays pratiquant le terrorisme d'état" cherche une double voix à sa survie.

Le transfert de la technologie occidentale à ces pays permet à l'étatisme français d'échapper à toute concurrence commerciale.

Les attentats qu'ensanglantent notre Pays ne servent plus que de justificatifs.

Le jour de l'ouverture du procès de la rue de Renne la société technip était déclarée bénéficiaire des travaux de reconstruction du terminal bendar komeiny

Ce soutien s'est traduit sur la scène internationale par l'accueil à l'ambassade de France du ministre des affaires étrangères iranien pendant la dernière crise au Moyen Orient.

Plus grave, l'étatisme français s'est engagé aux côtés de ces pays dans la bataille de l'eau.

"Le prochain conflit au Moyen Orient portera sur la question de l'eau..." Boutros Boutros-Ghali

Le contrôle de l'eau est la pièce maîtresse de la stratégie Opératif du processus de maintien de la Paix dans cette région pour le vingt et unième siècle.

Le déficit en eau dans le monde arabe devrait se situer aux alentours de 200 milliards de mètres cubes en l'an 2020. Dès 1964 les états de la ligue arabe décident de couper l'eau à l'entité sioniste. Syriens, jordaniens et irakiens souhaitaient retenir l'eau qui alimentait le lac de Tibériade d'où part le système qui irrigue le désert du Néguev.

En préliminaire à la guerre des six jours l'aviation israélienne bombarde le barrage de l'"unité" sur le Yarmouk. L'occupation du Golan ainsi que celle du Sud Liban a permis d'assurer la sécurité de l'alimentation en eau d'Israël, le Golan est le réservoir du lac Tibériade, l'occupation du sud Liban a permis l'accès libre au bassin de Litani dont 55% de l'eau se déversait dans la Méditerranée en pure perte.

Les prémices de cette modification de la position française s'est faite avec l'appui aux Kurdes. La Turquie est le château d'eau du Moyen Orient avec les sources du Tigre et de l'Euphrate (32 milliards de m3), un Kurdistan indépendant aurait permis aux sociétés françaises d'eau de prendre appui dans la région, c'est pourquoi l'agitation organisée pendant la guerre d'Irak n'a trompé personne, ramenant les "sentiments" de l'ex "première" dame de France a ses justes limites.

Le Soudan est le point d'inquiétude avec les sources du Nil (en réalité en Ethiopie), ce qui nous ramène à l'affaire "Carlos" et l'intervention de Somalie.

Que les Entreprises françaises cherchent des débouchés, nous sommes avec Elles, c'est légitime; que l'étatisme français utilisant des sociétés de type monopolistique sacrifie la sécurité collective des Nations à sa survie prouve bien la nécessité de sa disparition.

Le président de la "république" en entravant l'opération des "raisins de la colère" à briser le processus de création d'un état du Sud-Liban chrétien, par la même il a fait le jeu des ultras et à briser les Espoirs de la Paix. On peut quand même apprécier que le président de la "république" ne ménage aucune peine pour exécuter les ordres de ses commandites.

Pour légitimer dans l'opinion publique cette modification de la politique extérieure de la France, différentes attaques ont été lancées. L'apparition du livre de Roger Garaudy, permettant d'insinuer dans l'esprit des jeunes que l'Holocauste ne serait qu'affabulation, par exemple. D'autres attaques plus surnoises sont apparues telle, au cours de l'émission "polémique" un plateau fût constitué dans une mise en scène précise, avec d'un côté Madame Weil et Monsieur Attali tous deux dans les rôles de "l'international juif" défenseur de Maastricht et de l'autre Monsieur Chevènement et Madame Garaudy dans les rôles de défenseurs des intérêts de la France. Surprenant! Le service public...

Si le premier ministre israélien, après la crise est venue à Paris, c'est qu'il s'est refusé d'entraver les négociations qui s'engagent pour le juste dédommagement du Peuple Juif pour les persécutions subies pendant la seconde guerre mondiale du fait de l'étatisme français et particulièrement l'organisation de l'arrestation et du convoyage de la population juive vers les camps de la mort.

Notre attachement au concept du Peuple juif est celui d'un Signe pour l'humanité, si un pays, puissant, accepte de mettre en cause ses intérêts économiques uniquement pour le Droit à un Peuple d'être différent, sans vouloir soumettre l'Autre, face à une majorité qui ne veut que sa disparition, alors tout homme peut espérer qu'un jour ce même pays défendra sa cause et non le sacrifiera sur le temple de la majorité.

Enjeu du GATT avec ses règles de l'unanimité, qui imposent à tous de prendre en compte les raisons de celui qui n'est pas d'accord et non sacrifient les uns ou les autres sur des combinaisons de pouvoir.

Le peuple juif fut aussi le premier pouvoir spéculatif qui accepta de reconnaître le Savoir source de Liberté. L'anneau d'or porté est la marque du souvenir de la première Liberté conquise par le Savoir. Le maître juif perçait l'oreille de l'esclave affranchi sur sa porte et y passait l'anneau d'or.

Anneau d'or que les Entreprises françaises du bâtiment aimeraient pouvoir de nouveau accrocher à leur logo et non subir un racket protégé par les magistrats français à hauteur de trois pour cent du C.A. généré.

Certains administrateurs, fonctionnaires ou élus en sont, sous forme de "boutade", à calculer le rendement de l'année éventuelle de prison; c'est dire la crainte qu'inspire la "justice" française. Le risque du racketteur est celui de mourir bien tranquillement dans son lit s'il a une longue liste d'"amis" qui pourraient être gênés par des "révélations".

*La condamnation symbolique de Monsieur Balkany n'a rien de rassurant, dans la lignée des noir, tapie et carrignon, Monsieur Balkany va pouvoir bénéficier de quelques années sabbatiques **en toute liberté** pour pouvoir jouir des fruits de ses exploits. De procédure en procédure, de recours en appel, d'appel en cassation, d'immunité en impunité ils sont certains de l'injustifiabilité de leurs actes qui leur est garantie par les magistrats français. Pièce de théâtre où l'ignominie, la corruption, la concussion donne la réplique à l'usurpation et la prévarication.*

Combien d'entreprises ont dû fermer leur porte à cause des prélèvements en "état de droit" ?

Combien de portes ont été enfoncées pour saisir et piller en "état de droit" l'intimité ?

L'étatisme constitué de corps qui refuse d'être soumis à la Loi commune, se soustrait de la Loi par un jeu de règle de droit. La collusion est totale.

Les contribuables de Levallois Perret devront payer les cautions distribuées aux compagnies bancaires, les intérêts des emprunts, pour alimenter le système des sociétés d'économie mixtes mis en place par l'étatisme pour siphonner l'ensemble des finances des collectivités locales.

L'ensemble des professions judiciaires, avocats, avoués, huissiers, ont tout intérêt à ce jeu, de recours en procédures leur rémunération est garantie ainsi que leur impunité, Impunité des magistrats, impunités des politiques, impunité des cabinets d'avocats, impunité des huissiers, impunité des "élites", des hauts fonctionnaires, irresponsabilité de l'entier d'un système qui est entrain d'emporter notre économie.

Triste spectacle, où l'image de la Révolution ne sert plus qu'une caste, une "élite". L'indécence côtoie la concussion. Députés, concubin et concubine, qui prétendent défendre les plus faibles en bénéficiant d'un revenu issu de l'"argent de droit" de plus de 1000 fois celui d'un Rrmiste; l'outrance d'autres telle celle qui appela au renforcement de la grève en

décembre 1995 après avoir posé hors du champ des caméras son sac en crocodile du plus grand maroquinier français, facturé à près de soixante mille francs.

Loin de nous de critiquer ceux qui aiment le luxe, le beau, mais pas avec un "argent de droit", un argent des plus pauvres, obtenu par le mensonge, surtout en refusant, en se soustrayant à la Loi commune, non, jamais nous l'accepterons.

La confusion générale des rôles sociaux, la connivence, la complicité, ont brisé le ressort de la confiance dans les institutions.

Comment peut-on accepter une sur-représentation judiciaire dans les organes politiques quand les cabinets d'avocats ne sont plus que des relais du trafic d'influence. Comme cet ex-ministre du budget, député-maire qui laisse son nom sur la plaque du cabinet auquel il est associé 52, Bd Malherbes, dans lequel se rendent ceux qui rencontrent des difficultés avec l'administration. Reçu par un des associés de cette "officine", une intervention pourra avoir lieu ...intervention sonnante et réverbérante verséeà l'associé.

Ministres de père en fils, huissier et magistrats, avocat au conseil et conseiller à la cour de cassation, président d'entreprises publiques et conseiller d'état, président d'entreprise privée de type monopolistique issu de l'état et avocat au conseil, les grandes familles mafieuses sont partout présentes au sein de l'état. Aujourd'hui elles s'organisent pour se soustraire à la Vie politique nationale en ayant eu soin de confisquer à leur profit une partie de patrimoine économique du Pays.

L'étatisme français bénéficiaire du "com-back" est obligé de faire le jeu de tous les systèmes politiques. Car à l'inverse des Pays proches du raisonnement Opératif, qui pratiquent aussi le versement de commissions occultes à des pouvoirs corrompus, l'étatisme français accepte et même impose le versement retour.

Les membres de l'étatisme perçoivent une commission de la part des clients pour leur avoir fait obtenir une vente "cofacée" Actes qui expliquent les motivations "politiques" de l'étatisme français, et surtout son soutien même aux plus odieux régimes.

Formes de corruption légale de l'étatisme qu'on retrouve partout. Dans l'audiovisuel, pour des dossiers dans lesquels il n'y a pas de "malversations", un habillage légal pour un pillage en "état de droit" avec des honoraires ou des salaires aux proches des donneurs d'ordres, distribués à travers les sociétés "privées" qui bénéficient de ces actes. La corruption intérieure se développe tous les jours, mais l'enjeu politique est de la légaliser.

Le rôle de la "justice est de retenir les affaires, entraver l'application de la Loi, par la même faire bénéficier ceux qui ont failli de la prescription.

Corruption, prévarication qu'on retrouve dans tous les partis politiques avec le système du manège, de la feuille qui tourne autour de la table, que chacun signe pour recevoir les fonds qui puent.

Présentation d'un candidat quand celui-ci se sera "mouillé" en "vendant" à fort prix une publicité dans un journal bidon. Trafic des consciences qu'on retrouve jusque dans les dossiers de financement de campagne électorale d'aujourd'hui, pour ceux qui ne sont pas "sur", le "prêt" est prévu, remboursable s'il est nécessaire...Le prix de la conscience atteint quatre cent mille francs dans certaine circonscription.

Les Entreprises françaises ne pourront reprendre leur développement que dans le strict cadre Opératif et son application politique. Application politique qui n'a de volonté que de briser le système politique pyramidal, impose une Justice élue en France, permettant la mise en place d'un système politique en boucle.

Nous ne laisserons pas l'étatisme se servant de la Révolution comme caution, encourager tous les totalitarismes, tous les obscurantismes.

Nous sommes certains que les plus pauvres les plus faibles seront toujours les victimes de ceux qui refusent d'être justifiables de leurs actes. Nous sommes pour un système social librement consenti et non un système social dans lequel des individus se légitiment pour enfin de compte soumettre l'Autre en refusant d'être justifiable de leurs propres actes. La mise en faillite de nos systèmes sociaux n'est que le fruit de la démagogie, le système social accaparé est devenu une arme politique. Le bénéfice d'un droit, n'est plus lié à une obligation, l'individu est dépossédé de son droit, celui-ci est remis au collectif et distribué à qui le politique souhaitera.

Le jeu de l'étatisme français est de se soustraire à la Loi commune, de ne pas légiférer sur ses actes. Il y a abus de biens sociaux, il n'y a pas abus de biens publics.

Entre ceux qui sont logés par le contribuable de père en fils, roulés par le contribuable, conduits par le contribuable, nourris par le contribuable, voyagés par le contribuable, habillés par le contribuable, salariés en famille du contribuable, etc les institutions de l'état sont devenues des GIE familiales à l'"argent de droit" dû

Car si le machiavélisme est une théorie ayant pour base le réalisme politique, son point d'achoppement est justement sa justification d'être: "le refus d'une norme morale".

Toute forme de Vie se tournera vers ce qui lui permet de Vivre le mieux possible sa conscience d'être, comme une fleur se tourne vers le soleil, imposant une règle aux hommes qui permet à chacun de Vivre le mieux possible cette donnée fondamentale. Quand l'évacuation d'une norme morale permet à des corps constitués dans l'état de se soustraire à la Loi commune en ayant obtenu le pouvoir sur une affirmation égalitaire, c'est l'entier de l'état qui est directement en cause.

Il est facile d'agiter l'argent comme sale, cela évite surtout de savoir qui est sale, celui qui produit la richesse ou celui qui se l'accapare par la démagogie, distribue l'argent qui ne lui appartient pas, mais surtout ne commet ces actes que pour se rémunérer grassement sans avoir à se justifier.

Une Entreprise se justifie tous les matins devant ses clients, l'étatisme se justifie en divisant la Nation, en exacerbant les antagonismes dans la seul fin de rester injustifiable. Affrontements actuels qui ont pour bases la frustration sociale ou un odieux racisme monté et entretenu de toutes pièces.

La volonté de supprimer les aides à l'emploi sur des critères liés à l'état de la personne nous semble une très bonne chose. Nous avons lancé le concept de la CSPV, nous ne comprenons pas le refus de l'institution du Montant Compensatoire Salarial.

Ce Montant Compensatoire Salarial permettrait de compenser les charges sur les bas salaires en incluant dans le calcul des charges sociales, le chiffre d'affaires développé par poste de travail. Par la même, un fonds alimenté par les Entreprises dont le coût salarial est bas au regard de chiffre d'affaires développé permettrait de soutenir les entreprises productives non compétitives par surcoût salarial.

Il semble d'autre part juste aussi que le système prenne en compte son propre coût.

Une facture de 1000 fr. ou de 10.000.000 fr. ont le même coût administratif de saisie ou de traitement. L'obligation du coût administratif généré par le système sociale impose que le système social prenne en compte son propre coût induit.

Le fonctionnaire réclamant une notice administrative légitime son travail, et ainsi son salaire; mais impose à l'entreprise de payer quelqu'un pour remplir cette notice. A l'extrême, le salaire du fonctionnaire est payé aussi par l'entreprise.

On peut aussi développer le problème des économies d'échelle dans la masse du travail.

Nous sommes particulièrement inquiets de la précipitation de l'étatisme pour obtenir une armée de métier. Le rôle de cette armée doit être constitutionnellement défini comme n'ayant que des missions extérieures et en aucun cas servir pour un maintien de l'ordre intérieur. C'est pourquoi dès à présent nous appelons à la constitution d'une garde nationale mixte, composée des appelés, de la gendarmerie et des corps régionaux des pompiers volontaires, des secouristes, des policiers, etc.

Supprimer le service national nous semble complètement hors de propos. Le problème étant d'alléger le coût des services sociaux, il pourrait être possible de substituer à chaque départ en retraite de fonctionnaire, un appelé. De plus la présence française pourrait être renforcée en Afrique ou en Asie grâce à un service civil très élargi. Ce service civil devrait permettre aux jeunes de pouvoir se constituer un pécule leur permettant de s'insérer dans la Vie sociale, création d'entreprise, apport pour l'achat du premier appartement, etc. et permettrait en même temps de faciliter nos exportations.

Nous avons des Devoirs vis-à-vis de notre jeunesse, leur barque coule sous le poids des retraites, des malades, des scolaires, des chômeurs, les jeunes sont asservis par le système en place, nous leur devons leur autonomie, la Liberté de gérer leur Vie.

D'autre part la France a dans sa population beaucoup de jeunes filles musulmanes, nous sommes certains que l'intégration se fera en majeure partie par ces femmes. Il est nécessaire de leur permettre de prendre pleinement conscience de leur égalité, le service mixte serait un bon outil de promotion.

Pour nous, l'Homme, comme toute forme de Vie, n'est ni bon, ni mauvais. Nous croyons en des mécaniques intellectuelles qui l'amènent à être le meilleur et il n'est le meilleur qu'en étant justifiable de ses actes devant les autres Hommes et la Vie. Notre volonté d'améliorer les fluidités intellectuelles nous impose de nous engager pour briser les corps constitués qui sont juges et parties en toutes circonstances: "ordre" des avocats, "chambre" des huissiers, "chambre" des avoués.

Qui peut imaginer un Pays dans lequel la chambre syndicale des plombiers serait seule habilitée à régler les conflits de plomberie? Les fuites seraient telles que l'eau courante n'atteindrait pas le 1er étage des immeubles.

La commémoration de la fin de la guerre du Vietnam nous a rappelé les difficultés de défendre la Liberté.

Comment défendre la Liberté quand ceux qui en jouissent, cautionnent et défendent les thèses d'un système qui interdit la Liberté. Une certaine presse de l'époque a utilisé la Liberté légitime pour la retourner contre ses défenseurs.

Si on peut accepter que de "tuer le père" est la marque de l'autonomie, les larmes sont trois millions de boat people noyés en mer de Chine et trois/quatre millions d'enfants, de femmes, d'hommes dont les crânes sont enterrés dans des rizières resteront pour nous le symbole d'une certaine "inconscience".

Ce fut une très sale guerre, mais la première qui permis aux médias, de prendre dimension, au niveau d'un pays, de leur Liberté, ce pourquoi nous avons toujours oeuvré.

L'organisation d'une structure spéculative, c'est déjà imposé à nous dans la nécessité de faire avancer nos idées. Le risque est qu'elle soit utilisée par ceux que nous réfutons, nous devons accepter d'utiliser l'avidité et l'ambition qui s'auto détruiront ultérieurement, pour mettre le système politique en boucle.

La retenue vis-à-vis du pouvoir a toujours été notre choix, comme les Devoirs qui ont écarté la reconnaissance des ouvriers imprimeurs, risquant de transformer des structures a volonté Opératif en structure spéculative en leur donnant un poids possible et dangereux sur la gestion du collectif...seuls les lithographes ont été reconnus, car pour nous, seul, pour l'Art "la fin justifie les moyens".

Nous pouvons nous poser des questions sur certains événements, mais le propre d'un adhérent au raisonnement Opératif est d'agir dans la transparence avec pour limite sa sécurité.

Des violences ont été commises, les groupes spéculatifs essayent d'accréditer l'idée que des groupes adhérents au raisonnement Opératif seraient entrés en phase violente ce qui est contraire à nos choix. Bien qu'il soit évident que les magistrats sont entrés dans la spirale du meurtre administratif en "état de droit", la signature parfaitement imitée par la précision des cibles sans victimes indirectes, physiques ou affectives pourrait sembler être de notre fait.

Nous entraîner dans cette voie permettrait de légitimer des actes à notre rencontre. Si nous avons toujours séparé clairement ceux qui combattent un pouvoir et ses représentants, de ceux qui pour nous sont des terroristes de droit commun, nous demandons à tous ceux qui aujourd'hui se refusent à un suicide qui laisseraient les coupables et responsables jouir tranquillement de leurs meurtres organisés, d'écarter toute violence sous quelque forme que ce soit vis-à vis des membres des forces de l'ordre.

Les corps constitués souhaitent nous imposer la violence car le système est récurrent, le désordre appelle un pouvoir qui s'appuiera de nouveau sur ces mêmes corps constitués.

Certains pensent qu'il est nécessaire de prendre la justice par le sang, les organisations professionnelles des représentants des forces de l'ordre que nous connaissons, refuserons désormais de protéger ceux qui se soustraient à la Loi, de protéger les magistrats et les corps des professions judiciaires tant qu'ils ne seront pas soumis à la Loi commune.

Si la Nation doit prendre la justice que dans le sang, nous protégerons celui des innocents, ceux qui sont réduits à obéir. Les adhérents au raisonnement Opératif ont Devoir dorénavant de protéger les membres des forces de l'ordre appartenant au Peuple, soumis à la Loi commune.

Calmement en lisant l'Arbre du constructivisme intellectuel de l'humanité nous devons y arriver. Evitons toutes victimes innocentes, calmement avec détermination.

Nous voudrions terminer par une pensée pour tous les membres des forces de l'ordre qui se suicident. Les membres des forces de l'ordre conscients de la perte des référents du bien et du mal voient mourir leurs collègues qui préfèrent se donner la mort pour ne plus être complices des infamies auxquelles on les oblige.

Nous ne pouvons exiger de plus grande preuve de dévouement.

Nous qui réclamons Justice, Fraternalisons avec ceux qui ne sont pas des mercenaires au service de l'étatisme, mais les garants de nos institutions.

Témoignage chrétien No11 de juin 1944 annonçant le débarquement Allié:

"Il suffit d'un seul homme soit tenu sciemment, ou, ce qui revient au même, sciemment laissé dans la misère pour que le pacte tout entier soit nul; aussi longtemps qu'il y a un homme dehors, la porte qui lui est fermée au nez, ferme une cité d'injustice et de haine " C. Peguy

*le coordonnateur ∞
pour LIBERTE*

"Laisser les rochers être mes armées et les oiseaux mes alliés" Charlemagne

Une tendre pensée pour nos amis de Périers qui entretiennent le souvenir de la 90ème division d'infanterie américaine qui débarqua les 6,7 et 8 juin 1944 à Utah Beach composée pour la première vague de 15.000 hommes et qui au total, par rotation engagea 40.000 hommes sur le territoire français pour assurer notre Liberté, 25.000 de ses hommes furent touchés et 4.800 hommes moururent.

La Voie de la Liberté est l'organe de diffusion de Liberté, éditée dorénavant par le Groupement de l'Information et de la Diffusion, les renseignements utiles à notre engagement peuvent être transmis au Centre de Regroupement des Informations Collectées